

Mémorial

du



Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg

Großherzogtums Luxemburg.

Lundi, le 25 février 1946.

N° 7

Montag, den 25. Februar 1946.

Loi du 25 février 1946, ayant pour objet d'allouer un crédit provisoire pour les dépenses courantes de l'Etat des mois de mars et avril 1946.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 21 février 1946 et celle du Conseil d'Etat du 22 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. Il est ouvert au Gouvernement un crédit provisoire de 478.996.037 fr. pour couvrir les dépenses courantes à effectuer pendant les mois de mars et avril 1946, conformément au projet de budget pour cet exercice.

L'exécution de la présente loi sera réglée par arrêté grand-ducal.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 25 février 1946.

Charlotte.

Les Membres du Gouvernement

P. Dupong.
 Jos. Bech.
 P. Krier.
 N. Margue.
 V. Bodson.
 G. Konsbruck.
 Eug. Schaus.
 Ch. Marx.

Arrêté grand-ducal du 25 février 1946 concernant l'exécution de la loi sur les douzièmes provisoires.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi en date de ce jour qui ouvre au Gouvernement un crédit provisoire de 478.996.037 frs. pour couvrir les dépenses courantes à effectuer pendant les mois de mars et avril 1946, conformément au projet de budget pour cet exercice ;

Sur le rapport de Notre Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Les Membres du Gouvernement sont autorisés, chacun dans son département, à disposer des crédits portés au projet de budget de 1946, tel que ce projet a été présenté à la Chambre des Députés. Ils ordonnanceront et régleront, en se conformant aux lois et règlements, les dépenses qui, par leur nature, rentreront dans le libellé des articles respectifs.

L'autorisation de disposer des crédits portés au projet de budget pour 1946 cessera lorsque les ordonnancements et régularisations des dépenses auront atteint le chiffre global de 759.455.399 frs.

Luxembourg, le 25 février 1946.

Charlotte.

Les Membres du Gouvernement,

P. Dupong.
 Jos. Bech.
 P. Krier.
 N. Margue.
 V. Bodson.
 G. Konsbruck.
 Eug. Schaus.
 Ch. Marx.

Arrêté grand-ducal du 9 février 1946 portant nouvelle fixation de la solde journalière des caporaux et soldats de l'Armée.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 8 al. 3 de la loi du 16 février 1881 sur l'organisation de la Force armée, ainsi que l'arrêté royal-grand-ducal du 2 mars suivant, concernant l'exécution de cette loi ;

Vu Notre arrêté du 30 juin 1945 portant fixation des traitements des officiers, sous-officiers et soldats de l'Armée ;

Vu Notre arrêté du 14 janvier 1946 portant nouvelle adaptation des traitements, indemnités et pensions au coût de la vie ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, Ministre de la Force armée, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Par dérogation à l'art. 4 de Notre arrêté du 30 juin 1945 la solde journalière des

caporaux et soldats de l'Armée est fixée à partir du 1^{er} janvier 1946 comme suit :

Caporaux, maître-tailleur et musiciens de 3^e classe. Fr. 20. —
resp. 4.60 Rm. pour les troupes d'occupation ;
Soldats de 1^{re} classe et cornets Fr. 15.—
resp. 3.45 Rm. pour les troupes d'occupation ;
Soldats de 2^e classe Fr. 12. —
resp. 2.75 Rm. pour les troupes d'occupation.

Les caporaux mariés toucheront en outre les indemnités pour charge d'enfants.

La solde sera payée deux fois par mois, le 15 et le dernier du mois.

Art. 2. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, Ministre de la Force armée, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 9 février 1946.

Charlotte.

*Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Ministre de la Force armée,*

P. Dupong.

Arrêté du 9 février 1946, concernant le stage pratique des médecins-spécialistes.

Le Ministre de la Santé Publique,

Vu l'article 28 de la loi du 5 août 1939 sur la collation des grades ;

Vu l'avis du Collège médical ;

Arrête :

Titre I. — Généralités.

Art. 1^{er}. Ne peuvent s'intituler médecins-spécialistes ou médecins-consultants d'une spécialité médico-chirurgicale, ni prétendre aux avantages moraux et matériels des spécialistes, que les médecins dont la formation scientifique répond aux conditions prévues par le présent arrêté et dont les noms figurent sur la liste des spécialistes publiée chaque année par les soins du Ministère de la Santé Publique.

Art. 2. Un médecin-spécialiste ne peut être autorisé à exercer qu'une seule spécialité. En particulier, l'exercice de la pratique médicale courante (Pratique d'omnipraticien) lui est interdite.

Titre II. — Dispositions spéciales.

Art. 3. Le candidat au titre de spécialiste pourra faire ses stages dans un hôpital universitaire ou dans un autre hôpital public ou privé, à condition que les services soient dirigés par une autorité médicale spécialiste, se vouant à l'enseignement et à des travaux scientifiques.

Dans une demande que le candidat adressera au Ministre de la Santé Publique, il devra signaler le ou les hôpitaux ainsi que les noms des chefs de service sous la direction desquels il désire effectuer ses stages. Une autorisation lui sera alors délivrée pour l'accomplissement des stages. Le candidat devra requérir une autorisation spéciale

de la part du Ministre de la Santé Publique, si pendant la durée du stage il désire changer de service.

Art. 4. Le candidat peut obtenir un congé annuel dont la durée totale ne pourra dépasser 4 semaines. Une absence motivée pour cause de maladie, dûment établie par certificat médical, pourra être imputée sur chaque année de stage pour un temps maximum de quatre semaines.

Art. 5. Les disciplines reconnues comme spécialités sont :

1. maladies internes,
2. gastro-entérologie et maladies de la nutrition,
3. maladies des poumons (phtisiologie),
4. maladies du coeur et des vaisseaux (cardiologie),
5. pédiatrie,
6. neurologie et psychiatrie,
7. chirurgie générale,
8. gynécologie et obstétrique (ou une des 2 spécialités),
9. urologie,
10. orthopédie,
11. oto-rhino-laryngologie,
12. ophtalmologie,
13. dermato-vénérologie,
14. stomatologie,
15. radiologie et physiothérapie.

Art. 6. La durée du stage pour les différentes spécialités est fixée à :

1. maladies internes, pédiatrie, neuro-psychiatrie, chirurgie générale : 4 années.
2. gastro-entérologie et maladies de la nutrition, maladies des poumons, cardiologie, urologie, gynécologie et obstétrique, orthopédie, oto-rhino-laryngologie, ophtalmologie, dermato-vénérologie, stomatologie, radiologie et physiothérapie : 3 années.

Art. 7. Le candidat qui a fini son stage pratique transmettra son carnet d'études et de perfectionnement, mentionnant les inscriptions délivrées par les chefs de service des établissements où il a fait ses stages, ainsi que l'autorisation qui lui avait été délivrée, au Ministère de la Santé Publique.

Art. 8. En cas d'avis favorable du Collège médical sur les certificats de stage présentés, le Ministre de la Santé Publique autorisera le candidat, dans le délai d'un mois à partir de l'introduction de la demande à ce requise, à exercer la profession médicale en qualité de spécialiste. En cas d'avis défavorable, un supplément de stage, dont la durée sera fixée par le Ministre de la Santé Publique, sur avis du Collège médical, pourra être imposé au candidat.

Art. 9. Les infractions contre les dispositions présentes seront poursuivies conformément à l'art. 26 de la loi du 6 juillet 1901 sur l'organisation et les attributions du Collège médical.

Art. 10. Le présent règlement s'applique aux médecins qui ont subi leur examen final postérieurement à la publication de la loi du 5.8.1939 sur la collation des grades. Ces médecins devront communiquer au Collège médical les pièces justificatives relatives à leur formation pratique, pour permettre à celui-ci de constater s'ils remplissent les conditions prévues pour se proclamer médecin-spécialiste.

Les médecins qui ont obtenu les trois diplômes de docteur en médecine, chirurgie et accouchement antérieurement à la promulgation de la loi du 5 août 1939, peuvent obtenir le titre de médecin-spécialiste. Ils adresseront une demande au Collège médical, étayée des pièces justificatives relatives à l'exercice de leur spécialité.

Art. 11. Le Ministre de la Santé Publique publiera annuellement une liste des médecins-spécialistes avec le titre de la spécialité qu'ils peuvent exercer.

Art. 12. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 9 février 1946.

Le Ministre de la Santé Publique,

Dr. Charles Marx.

Arrêté du 9 février 1946 concernant la réglementation du stage pratique du candidat-médecin omnipraticien.

Le Ministre de la Santé Publique,

Vu l'article 27 de la loi du 5 août 1939 sur la collation des grades ;

Vu l'avis du Collège médical ;

Arrête :

Titre I. — Généralités.

Art. 1^{er}. Après l'obtention des diplômes d'Etat en médecine, chirurgie et accouchement, tout candidat-médecin est obligé de faire un stage pratique dans un service hospitalier.

Titre II. — Dispositions spéciales.

Art. 2. Le candidat pourra faire son stage pratique dans un hôpital universitaire ou dans un autre hôpital public ou privé, à condition que les services soient dirigés par une autorité médicale se vouant à l'enseignement et à des travaux scientifiques.

Dans une demande, que le candidat adressera au Ministère de la Santé Publique, il devra signaler le ou les hôpitaux ainsi que les noms des chefs de service sous la direction desquels il désire effectuer ses stages. Une autorisation lui sera alors délivrée pour l'accomplissement du stage.

Art. 3. La durée du stage pratique est d'une année. Elle comprend 6 mois de stage dans un service de médecine interne, 3 mois de stage dans un service de chirurgie (clinique et polyclinique chirurgicales) et 3 mois de stage dans un service d'accouchement.

Le candidat devra requérir une autorisation spéciale, de la part du Ministère de la Santé Publique, si pendant la durée du stage il désire se faire admettre comme stagiaire dans plus de trois établissements différents.

Art. 4. Le candidat est tenu de prendre part aux visites journalières du médecin-chef ainsi qu'aux conférences et réunions scientifiques organisées par les différents services.

Art. 5. Le candidat peut obtenir un congé dont la durée totale pendant l'année pratique ne pourra dépasser quinze jours. Une absence motivée pour cause de maladie, dûment établie par certificat médical, pourra être imputée sur l'année pratique pour un temps maximum de quatre semaines.

Art. 6. Le candidat qui a fini son stage pratique, transmettra son carnet d'études et de perfectionnement, mentionnant les inscriptions délivrées par les chefs de service des établissements où il a fait ses stages, ainsi que l'autorisation qui lui avait été délivrée, au Ministère de la Santé Publique.

Art. 7. En cas d'avis favorable du Collège médical sur les certificats de stage présentés, le Ministre de la Santé Publique autorisera le candidat, dans le délai d'un mois à partir de l'introduction de la demande à ce requise, à exercer la profession médicale en qualité d'omnipraticien. En cas d'avis défavorable, un supplément de stage, dont la durée sera fixée par le Ministre de la Santé Publique, sur avis du Collège médical, pourra être imposé au candidat.

Art. 8. Les infractions contre les dispositions présentes seront poursuivies, conformément à l'article 26 de la loi du 6 juillet 1901 sur l'organisation et les attributions du Collège médical.

Art. 9. Le présent règlement s'applique aux médecins qui ont subi leur examen final postérieurement à la publication de la loi du 5.8.1939 sur la collation des grades. Les médecins devront communiquer au Collège médical les pièces justificatives relatives à leur formation pratique, pour permettre à celui-ci de constater s'ils remplissent les conditions prévues pour se proclamer médecin omnipraticien.

Art. 10. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 9 février 1946.

Le Ministre de la Santé Publique,

Dr. Charles Marx.

Circulaire aux administrations communales concernant les mémoriaux à ériger en souvenir des compatriotes morts pour la patrie.

Sur la proposition de la Commission des Sites et des Monuments nationaux, le Gouvernement en Conseil a décidé que tous les projets relatifs à des monuments destinés à honorer la mémoire des Luxembourgeois victimes de la guerre devront être soumis au préalable à l'approbation de cette commission.

Dans l'élaboration de ces projets les municipalités voudront s'inspirer des directives suivantes :

Le but du mémorial est d'honorer les morts et de conserver aux générations futures le souvenir de leur fidélité.

Une première question décisive dans la plupart des cas est le choix de l'emplacement du monument. Le monument devra former un ensemble harmonieux avec le cadre d'une place.

Il importe de s'assurer le concours d'un architecte, d'un sculpteur et, le cas échéant, d'un peintre. Même une simple plaque commémorative ne pourra être réalisée sans la collaboration d'un homme de l'art qualifié.

Le matériel sera choisi de préférence parmi les matériaux indigènes : pierre, surtout le grès du Luxembourg et l'ardoise des Ardennes ; bois, fer forgé et fonte, fayence. Éviter, si possible, les plaques de marbre blanc ou noir et, à plus forte raison, de verre noir.

L'inscription doit être sobre, digne, empreinte du sentiment de fierté nationale. Elle ne devra pas se faire au jet de sable.

La valeur d'un monument dépend moins de ses dimensions ou du prix du matériel que de l'exécution artistique qui, nécessairement, demandera une préparation minutieuse. Il importe donc de ne pas trop hâter l'élaboration des projets.

Les communes rurales feront bien de ne pas s'attaquer à la construction d'un monument d'ailleurs fort coûteux, mais de se contenter d'une simple plaque commémorative. Pour autant que ces plaques seront placées dans des églises ou chapelles ou sur les cimetières, la Commission pour la restauration des édifices religieux se chargera de la surveillance. Elle prépare une instruction détaillée pour en faciliter la réalisation.

La marche à suivre sera donc celle-ci : s'entendre sur le choix de l'emplacement avec la Commission des Sites et des Monuments nationaux ; faire préparer une esquisse de projet par des artistes qualifiés et la soumettre à la Commission ; rechercher l'assentiment de la Commission pour le projet définitif.

Ce n'est que si toutes ces précautions sont prises que sera assurée une commémoration digne du grand souvenir de ceux qui sont tombés pour l'indépendance et la liberté de notre patrie.

Luxembourg, le 16 février 1946,

Le Ministre des Arts et des Sciences,
N. Margue.

Caisse d'Épargne. — Annulation de livrets d'épargne perdus. — Par décision de Monsieur le Ministre des Finances, en date du 8 février 1946, les livrets N^{os} 131, 1187, 1692, 2017, 3341, 3388, 3565, 5146, 5148, 5214, 6853, 11596, 11661, 16103, 16697, 17333, 17677, 18107, 25501, 28707, 28746, 29420, 31716, 38330, 44770, 45779, 60341, 64121, 117357, 140199, 203054, 233592, 270073, 315399, 320568, 321108, 329597, 342080, 344848, 349965, 352047, 355948, 364048, 369933, 371844, 400546, 480118, 509478, 513393, 516021, 531779, 541597, 551031, ont été annulés et remplacés par des nouveaux. — 8 février 1946.

Avis. — Règlement communal. — En séance du 17 septembre 1945 le conseil communal de Diekirch a modifié le règlement portant fixation des taxes à percevoir pour le vidange des fosses d'aisance. La dite délibération a été dûment approuvée et publiée. — 31 janvier 1946.

Avis. — Emprunt grand-ducal 4% 1936 (1^{re} tranche).

—
Le tirage au sort des obligations de l'Emprunt grand-ducal 4% de 1936 (1^{re} tranche), remboursables le 15 janvier 1945, a donné le résultat suivant :

Lit. A : 340 obligations à 1.000 fr.

81	1415	2359	3003	4007	5301	6165	7409	8433	9757
82	1416	2360	3004	4008	5302	6166	7410	8434	9758
83	1417	2501	3005	4009	5303	6167	7631	8435	9759
84	1418	2502	3006	4010	5304	6168	7632	8436	9760
85	1419	2503	3007	4481	5305	6169	7633	8437	9961
86	1420	2504	3008	4482	5306	6170	7634	8438	9962
87	1621	2505	3009	4483	5307	6361	7635	8439	9963
88	1622	2506	3010	4484	5308	6362	7636	8440	9964
89	1623	2507	3491	4485	5309	6363	7637	8781	9965
90	1624	2508	3492	4486	5310	6364	7638	8782	9966
431	1625	2509	3493	4487	5631	6365	7639	8783	9967
432	1626	2510	3494	4488	5632	6366	7640	8784	9968
433	1627	2651	3495	4489	5633	6367	7831	8785	9969
434	1628	2652	3496	4490	5634	6368	7832	8786	9970
435	1629	2653	3497	4631	5635	6369	7833	8787	10091
436	1630	2654	3498	4632	5636	6370	7834	8788	10092
437	1951	2655	3499	4633	5637	6991	7835	8789	10093
438	1952	2656	3500	4634	5638	6992	7836	8790	10094
439	1953	2657	3861	4635	5639	6993	7837	9301	10095
440	1954	2658	3862	4636	5640	6994	7838	9302	10096
661	1955	2659	3863	4637	5701	6995	7839	9303	10097
662	1956	2660	3864	4638	5702	6996	7840	9304	10098
663	1957	2991	3865	4639	5703	6997	8161	9305	10099
664	1958	2992	3866	4640	5704	6998	8162	9306	10100
665	1959	2993	3867	4731	5705	6999	8163	9307	10281
666	1960	2994	3868	4732	5706	7000	8164	9308	10282
667	2351	2995	3869	4733	5707	7401	8165	9309	10283
668	2352	2996	3870	4734	5708	7402	8166	9310	10284
669	2353	2997	4001	4735	5709	7403	8167	9751	10285
670	2354	2998	4002	4736	5710	7404	8168	9752	10286
1411	2355	2999	4003	4737	6161	7405	8169	9753	10287
1412	2356	3000	4004	4738	6162	7406	8170	9754	10288
1413	2357	3001	4005	4739	6163	7407	8431	9755	10289
1414	2358	3002	4006	4740	6164	7408	8432	9756	10290

Lit. B : 73 obligations à 10.000 fr.

19	251	487	740	936	1181	1373	1695	1880	2130
44	275	510	765	942	1202	1432	1710	1916	
64	326	532	785	1030	1221	1452	1727	1972	
78	338	566	816	1077	1237	1509	1742	1986	
141	345	622	869	1089	1287	1520	1773	2065	
165	374	641	880	1096	1316	1555	1803	2080	
182	439	652	909	1122	1338	1645	1828	2093	
209	459	722	927	1158	1354	1680	1845	2114	

Lit. C: 3 obligations à 100.000 fr.

16 35 56

Le tirage au sort des obligations du même emprunt, remboursables le 15 janvier 1946, a donné le résultat suivant :

Lit. A : 360 obligations à 1.000 fr.

321	1407	2693	3439	4705	5811	6477	7823	8319	9855
322	1408	2694	3440	4706	5812	6478	7824	8320	9856
323	1409	2695	3701	4707	5813	6479	7825	8741	9857
324	1410	2696	3702	4708	5814	6480	7826	8742	9858
325	1781	2697	3703	4709	5815	6761	7827	8743	9859
326	1782	2698	3704	4710	5816	6762	7828	8744	9860
327	1783	2699	3705	4821	5817	6763	7829	8745	9981
328	1784	2700	3706	4822	5818	6764	7830	8746	9982
329	1785	2951	3707	4823	5819	6765	7971	8747	9983
330	1786	2952	3708	4824	5820	6766	7972	8748	9984
791	1787	2953	3709	4825	5911	6767	7973	8749	9985
792	1788	2954	3710	4826	5912	6768	7974	8750	9986
793	1789	2955	3831	4827	5913	6769	7975	8981	9987
794	1790	2956	3832	4828	5914	6770	7976	8982	9988
795	1991	2957	3833	4829	5915	6901	7977	8983	9989
796	1992	2958	3834	4830	5916	6902	7978	8984	9990
797	1993	2959	3835	5061	5917	6903	7979	8985	10171
798	1994	2960	3836	5062	5918	6904	7980	8986	10172
799	1995	3021	3837	5063	5919	6905	8111	8987	10173
800	1996	3022	3838	5064	5920	6906	8112	8988	10174
851	1997	3023	3839	5065	6181	6907	8113	8989	10175
852	1998	3024	3840	5066	6182	6908	8114	8990	10176
853	1999	3025	4571	5067	6183	6909	8115	9311	10177
854	2000	3026	4572	5068	6184	6910	8116	8312	10178
855	2491	3027	4573	5069	6185	7141	8117	8313	10179
856	2492	3028	4574	5070	6186	7142	8118	9314	10180
857	2493	3029	4575	5411	6187	7143	8119	9315	10391
858	2494	3030	4576	5412	6188	7144	8120	9316	10392
859	2495	3431	4577	5413	6189	7145	8311	9317	10393
860	2496	3432	4578	5414	6190	7146	8312	9318	10394
1401	2497	3433	4579	5415	6471	7147	8313	9319	10395
1402	2498	3434	4580	5416	6472	7148	8314	9320	10396
1403	2499	3435	4701	5417	6473	7149	8315	9851	10397
1404	2500	3436	4702	5418	6474	7150	8316	9852	10398
1405	2691	3437	4703	5419	6475	7821	8317	9853	10399
1406	2692	3438	4704	5420	6476	7822	8318	9854	10400

Lit. B : 77 obligations à 10.000 fr.

32	137	231	327	418	508	601	727	807	924
62	152	256	343	425	563	628	757	822	969
65	163	278	351	437	584	663	784	837	1016
99	172	293	381	452	589	668	790	893	1080

1112	1266	1344	1461	1587	1672	1732	1861	1942	2122
1155	1297	1378	1479	1598	1696	1767	1883	1992	
1210	1317	1412	1508	1635	1704	1805	1909	2014	
1243	1337	1429	1544	1648	1723	1842	1925	2036	

Lit. C : 3 obligations à 100,000 fr.

29 40 77

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Lit. A : Obligations à 1.000 fr.

41 (7)	187 (6)	1022 (7)	2620 (7)	3094 (6)	3875 (4)	4812 (7)	5138 (7)
42 (7)	188 (6)	1023 (7)	2727 (4)	3095 (6)	3876 (4)	4813 (7)	5139 (7)
43 (7)	189 (6)	1024 (7)	2728 (4)	3096 (6)	3877 (4)	4814 (7)	5140 (7)
44 (7)	190 (6)	1025 (7)	2729 (4)	3097 (6)	3878 (4)	4815 (7)	5141 (6)
45 (7)	281 (6)	1026 (7)	2730 (4)	3098 (6)	3879 (4)	4816 (7)	5142 (6)
46 (7)	282 (6)	1027 (7)	2841 (5)	3099 (6)	3880 (4)	4817 (7)	5143 (6)
47 (7)	283 (6)	1028 (7)	2842 (5)	3100 (6)	3881 (6)	4818 (7)	5149 (6)
48 (7)	284 (6)	1029 (7)	2843 (5)	3281 (7)	3882 (6)	4819 (7)	5150 (6)
49 (7)	285 (6)	1030 (7)	2844 (5)	3282 (7)	3883 (6)	4820 (7)	5421 (6)
50 (7)	286 (6)	1541 (7)	2845 (5)	3283 (7)	3884 (6)	4801 (6)	5422 (6)
51 (6)	287 (6)	1542 (7)	2846 (5)	3284 (7)	3885 (6)	4892 (6)	5423 (6)
52 (6)	288 (6)	1543 (7)	2847 (5)	3285 (7)	3886 (6)	4893 (6)	5424 (6)
53 (6)	289 (6)	1544 (7)	2848 (5)	3286 (7)	3887 (6)	4894 (6)	5425 (6)
54 (6)	290 (6)	1545 (7)	2849 (5)	3287 (7)	3888 (6)	4895 (6)	5426 (6)
55 (6)	291 (7)	1546 (7)	2850 (5)	3288 (7)	3889 (6)	4896 (6)	5427 (6)
57 (6)	292 (7)	1547 (7)	2881 (3)	3289 (7)	3890 (6)	4897 (6)	5428 (6)
58 (6)	293 (7)	1548 (7)	2882 (3)	3290 (7)	3931 (7)	4898 (6)	5429 (6)
59 (6)	294 (7)	1549 (7)	2883 (3)	3474 (5)	3932 (7)	4899 (6)	5430 (6)
60 (6)	295 (7)	1550 (7)	2884 (3)	3475 (5)	3933 (7)	4900 (6)	5521 (5)
71 (5)	296 (7)	1871 (5)	2885 (3)	3476 (5)	3934 (7)	4991 (5)	5522 (5)
72 (5)	297 (7)	1872 (5)	2886 (3)	3477 (5)	3935 (7)	4992 (5)	5523 (5)
73 (5)	298 (7)	1873 (5)	2887 (3)	3478 (5)	3936 (7)	5081 (7)	5524 (5)
74 (5)	299 (7)	1874 (5)	2888 (3)	3479 (5)	3937 (7)	5082 (7)	5525 (5)
161 (7)	300 (7)	1875 (5)	2889 (3)	3480 (5)	3938 (7)	5083 (7)	5526 (5)
163 (7)	304 (5)	1876 (5)	2890 (3)	3661 (7)	3939 (7)	5084 (7)	5527 (5)
164 (7)	305 (5)	1877 (5)	2961 (4)	3662 (7)	3940 (7)	5085 (7)	5528 (5)
165 (7)	306 (5)	1878 (5)	2962 (4)	3663 (7)	4081 (7)	5086 (7)	5529 (5)
166 (7)	941 (6)	1879 (5)	2963 (4)	3664 (7)	4082 (7)	5087 (7)	5530 (5)
167 (7)	942 (6)	1880 (5)	2964 (4)	3665 (7)	4083 (7)	5088 (7)	5531 (6)
168 (7)	943 (6)	2611 (7)	2965 (4)	3666 (7)	4084 (7)	5089 (7)	5532 (6)
169 (7)	944 (6)	2612 (7)	2966 (4)	3667 (7)	4085 (7)	5090 (7)	5533 (6)
170 (7)	945 (6)	2613 (7)	2967 (4)	3668 (7)	4086 (7)	5131 (7)	5611 (7)
181 (6)	946 (6)	2614 (7)	2968 (4)	3669 (7)	4087 (7)	5132 (7)	5612 (7)
182 (6)	947 (6)	2615 (7)	2969 (4)	3670 (7)	4088 (7)	5133 (7)	5613 (7)
183 (6)	948 (6)	2616 (7)	2970 (4)	3871 (4)	4089 (7)	5134 (7)	5614 (7)
184 (6)	949 (6)	2617 (7)	3091 (6)	3872 (4)	4090 (7)	5135 (7)	5615 (7)
185 (6)	950 (6)	2618 (7)	3092 (6)	3873 (4)	4601 (4)	5136 (7)	5616 (7)
186 (6)	1021 (7)	2619 (7)	3093 (6)	3874 (4)	4811 (7)	5137 (7)	5617 (7)

5754 (3)	7705 (6)	8003 (7)	8239 (6)	9073 (6)	9663 (7)	9957 (4)	10302 (7)
5755 (3)	7706 (6)	8004 (7)	8240 (6)	9074 (6)	9664 (7)	9958 (4)	10303 (7)
5756 (3)	7707 (6)	8005 (7)	8411 (7)	9075 (6)	9665 (7)	9959 (4)	10304 (7)
5771 (4)	7708 (6)	8006 (7)	8412 (7)	9076 (6)	9666 (7)	9960 (4)	10305 (7)
5775 (4)	7709 (6)	8007 (7)	8413 (7)	9077 (6)	9667 (7)	10031 (7)	10306 (7)
5776 (4)	7710 (6)	8008 (7)	8414 (7)	9078 (6)	9668 (7)	10032 (7)	10307 (7)
5777 (4)	7871 (7)	8009 (7)	8415 (7)	9079 (6)	9669 (7)	10033 (7)	10308 (7)
5778 (4)	7872 (7)	8010 (7)	8416 (7)	9080 (6)	9670 (7)	10034 (7)	10309 (7)
6027 (4)	7873 (7)	8041 (6)	8417 (7)	9275 (0)	9731 (7)	10035 (7)	10310 (7)
6028 (4)	7874 (7)	8042 (6)	8418 (7)	9276 (0)	9732 (7)	10036 (7)	10331 (6)
6029 (4)	7876 (7)	8043 (6)	8419 (7)	9277 (0)	9733 (7)	10037 (7)	10332 (6)
6030 (4)	7878 (7)	8044 (6)	8420 (7)	9278 (0)	9734 (7)	10038 (7)	10333 (6)
6037 (3)	7879 (7)	8045 (6)	8495 (5)	9279 (0)	9735 (7)	10039 (7)	10334 (6)
6038 (3)	7880 (7)	8046 (6)	8496 (5)	9280 (0)	9736 (7)	10040 (7)	10335 (6)
6039 (3)	7931 (7)	8047 (6)	8801 (7)	9641 (5)	9737 (7)	10111 (6)	10336 (6)
6040 (3)	7932 (7)	8048 (6)	8802 (7)	9642 (5)	9738 (7)	10112 (6)	10337 (6)
7591 (4)	7933 (7)	8049 (6)	8803 (7)	9643 (5)	9739 (7)	10113 (6)	10338 (6)
7592 (4)	7934 (7)	8050 (6)	8804 (7)	9644 (5)	9740 (7)	10114 (6)	10339 (6)
7593 (4)	7935 (7)	8231 (6)	8805 (7)	9645 (5)	9879 (5)	10115 (6)	10340 (6)
7594 (4)	7936 (7)	8232 (6)	8806 (7)	9646 (5)	9880 (5)	10221 (4)	10387 (2)
7595 (4)	7937 (7)	8233 (6)	8807 (7)	9647 (5)	9951 (6)	10222 (4)	10388 (2)
7596 (4)	7938 (7)	8234 (6)	8808 (7)	9648 (5)	9952 (6)	10251 (5)	10389 (2)
7701 (6)	7939 (7)	8235 (6)	8809 (7)	9649 (5)	9953 (4)	10257 (5)	10390 (2)
7702 (6)	7940 (7)	8236 (6)	8810 (7)	9650 (5)	9954 (4)	10258 (5)	10401 (1)
7703 (6)	8001 (7)	8237 (6)	9071 (6)	9661 (7)	9955 (4)	10259 (5)	
7704 (6)	8002 (7)	8238 (6)	9072 (6)	9662 (7)	9956 (4)	10301 (7)	

Lit. B: Obligations à 10.000 fr.

29 (7)	710 (6)	1367 (6)	1504 (7)	1963 (5)	2018 (6)	2129 (7)
34 (6)	723 (6)	1389 (7)	1512 (6)	1970 (7)	2043 (4)	2135 (6)
59 (6)	733 (7)	1394 (7)	1542 (5)	1971 (5)	2089 (7)	2138 (7)
548 (7)	742 (7)	1428 (6)	1912 (7)	1978 (6)	2094 (7)	2146 (6)
574 (7)	745 (3)	1448 (7)	1920 (7)	1983 (6)	2101 (5)	2152 (7)
598 (7)	952 (5)	1467 (6)	1930 (6)	2004 (4)	2116 (5)	2153 (4)

Lit. C: Obligation à 100.000 fr.

97 (3)

(1) remboursables le 15 janvier 1937	(5) remboursables le 15 janvier 1942
(2) » » » 1938	(6) » » » 1943
(3) » » » 1940	(7) » » » 1944
(4) » » » 1941	(0) Opposition.

Le remboursement se fera sans frais, entre les mains du porteur à Luxembourg, à la Caisse Générale de l'Etat, en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Les intérêts des obligations sorties aux tirages du 15 janvier 1945 et du 15 janvier 1946 cesseront de courir à partir du 15 janvier 1946. — 12 février 1946.

Avis. — Emprunt grand-ducal 4% 1936 (II^e tranche).

Le tirage au sort des obligations de l'Emprunt grand-ducal 4% de 1936 (II^e tranche), remboursables le 1^{er} août 1945, a donné le résultat suivant :

Lit. A : 210 obligations à 1.000 fr.

126	602	1113	2179	2805	3536	4177	4653	5334	5920
127	603	1114	2180	2846	3537	4178	4654	5335	6016
128	604	1115	2216	2847	3538	4179	4655	5436	6017
129	605	1401	2217	2848	3539	4180	4961	5437	6018
130	721	1402	2218	2849	3540	4241	4962	5438	6019
181	722	1403	2219	2850	3761	4242	4963	5439	6020
182	723	1404	2220	3161	3762	4243	4964	5440	6166
183	724	1405	2461	3162	3763	4244	4965	5711	6167
184	725	1581	2462	3163	3764	4245	5076	5712	6168
185	1016	1582	2463	3164	3765	4381	5077	5713	6169
286	1017	1583	2464	3165	3946	4382	5078	5714	6170
287	1018	1584	2465	3211	3947	4383	5079	5715	6281
288	1019	1585	2566	3212	3948	4384	5080	5876	6282
289	1020	1591	2567	3213	3949	4385	5116	5877	6283
290	1056	1592	2568	3214	3950	4561	5117	5878	6284
306	1057	1593	2569	3215	4026	4562	5118	5879	6285
307	1058	1594	2570	3476	4027	4563	5119	5880	6311
308	1059	1595	2801	3477	4028	4564	5120	5916	6312
309	1060	2176	2802	3478	4029	4565	5331	5917	6313
310	1111	2177	2803	3479	4030	4651	5332	5918	6314
601	1112	2178	2804	3480	4176	4652	5333	5919	6315

Lit. B : 58 obligations à 5.000 fr.

1	191	342	534	752	917	1148	1275	1489	1667
36	227	375	584	794	937	1166	1336	1533	1675
79	240	409	608	809	971	1183	1374	1562	1722
97	277	419	632	832	1028	1211	1399	1582	1729
125	294	440	685	865	1046	1236	1459	1613	1753
162	308	513	702	890	1085	1245	1481		

Lit. C : 11 obligations à 100.000 fr.

11	68	99	136	150	177	216	237	248	295	321
----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Lit. A : obligations à 1.000 fr.

46 (6)	143 (6)	220 (4)	360 (6)	494 (6)	4248 (2)	4352 (6)	4434 (6)
47 (6)	144 (6)	266 (6)	446 (4)	495 (6)	4249 (2)	4353 (6)	4435 (6)
48 (6)	145 (6)	267 (6)	447 (4)	4166 (3)	4250 (2)	4354 (6)	4444 (2)
49 (6)	178 (6)	268 (6)	448 (4)	4167 (3)	4326 (5)	4355 (6)	4445 (2)
50 (6)	179 (6)	269 (6)	449 (4)	4168 (3)	4327 (5)	4374 (5)	4586 (6)
74 (6)	180 (6)	270 (6)	450 (4)	4169 (3)	4328 (5)	4375 (5)	4587 (6)
75 (6)	217 (4)	295 (2)	491 (6)	4213 (6)	4329 (5)	4431 (6)	4588 (6)
141 (6)	218 (4)	336 (4)	492 (6)	4214 (6)	4330 (5)	4432 (6)	4589 (6)
142 (6)	219 (4)	359 (6)	493 (6)	4215 (6)	4351 (6)	4433 (6)	4590 (6)

4626 (3)	4739 (3)	5139 (3)	5614 (5)	5811 (4)	5972 (3)	6123 (5)	6229 (4)
4627 (3)	4740 (3)	5140 (3)	5615 (5)	5812 (4)	5973 (3)	6124 (5)	6230 (4)
4628 (3)	4903 (5)	5271 (5)	5701 (2)	5813 (4)	5974 (3)	6125 (5)	6236 (6)
4629 (3)	4904 (5)	5272 (5)	5702 (2)	5814 (4)	5975 (3)	6151 (6)	6237 (6)
4630 (3)	4905 (5)	5411 (5)	5703 (2)	5815 (4)	6004 (4)	6152 (6)	6240 (6)
4636 (5)	4911 (4)	5412 (5)	5704 (2)	5826 (6)	6005 (4)	6153 (6)	6271 (5)
4637 (5)	4912 (4)	5413 (5)	5705 (2)	5827 (6)	6051 (6)	6154 (6)	6272 (5)
4638 (5)	5031 (6)	5414 (5)	5766 (3)	5828 (6)	6052 (6)	6155 (6)	6273 (5)
4639 (5)	5032 (6)	5415 (5)	5767 (3)	5829 (6)	6053 (6)	6165 (3)	6274 (5)
4640 (5)	5033 (6)	5521 (6)	5768 (3)	5830 (6)	6054 (6)	6201 (5)	6275 (5)
4703 (5)	5034 (6)	5522 (6)	5769 (3)	5901 (6)	6055 (6)	6202 (5)	6342 (6)
4704 (5)	5035 (6)	5523 (6)	5770 (3)	5902 (6)	6071 (5)	6203 (5)	6343 (6)
4705 (5)	5069 (5)	5524 (6)	5791 (6)	5903 (6)	6072 (5)	6204 (5)	6344 (6)
4731 (6)	5070 (5)	5525 (6)	5792 (6)	5904 (6)	6073 (5)	6205 (5)	6345 (6)
4732 (6)	5136 (3)	5611 (5)	5793 (6)	5905 (6)	6074 (5)	6226 (4)	6346 (1)
4733 (6)	5137 (3)	5612 (5)	5794 (6)	5912 (2)	6121 (5)	6227 (4)	
4734 (6)	5138 (3)	5613 (5)	5795 (6)	5913 (2)	6122 (5)	6228 (4)	

Lit. B : obligations à 5.000 fr.

17 (6)	100 (5)	1136 (5)	1270 (3)	1437 (4)	1542 (5)	1678 (3)	1763 (4)
45 (5)	113 (5)	1149 (4)	1280 (6)	1471 (5)	1546 (3)	1703 (3)	1774 (2)
55 (5)	128 (6)	1159 (6)	1293 (4)	1472 (6)	1547 (6)	1710 (6)	1775 (3)
57 (6)	225 (5)	1167 (5)	1304 (6)	1485 (3)	1557 (3)	1720 (6)	
58 (4)	289 (2)	1194 (6)	1312 (4)	1511 (5)	1583 (6)	1724 (4)	
69 (4)	315 (4)	1248 (6)	1313 (6)	1518 (5)	1600 (6)	1728 (5)	
81 (5)	317 (5)	1250 (5)	1407 (5)	1535 (4)	1609 (5)	1734 (3)	
92 (4)	1113 (5)	1252 (5)	1410 (5)	1540 (6)	1635 (5)	1737 (4)	
	1114 (4)	1261 (5)	1419 (4)		1639 (6)	1749 (5)	

Lit. C : obligation à 100.000 fr.

335(3)

(1) remboursables le 1 ^{er} août 1937	(4) remboursables le 1 ^{er} août 1942
(2) » » » 1940	(5) » » » 1943
(3) » » » 1941	(6) » » » 1944.

Le remboursement se fera sans frais, entre les mains du porteur à Luxembourg, à la Caisse générale de l'Etat, en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Les intérêts des obligations sorties au tirage du 1^{er} août 1945 cesseront de courir à partir du 1^{er} février 1946. — 13 février 1946.

Avis. — Emprunt grand-ducal 4% 1936 (50 millions).

Le tirage au sort des obligations de l'Emprunt grand-ducal 4% de 1936 (50 millions), remboursables le 15 juillet 1945, a donné le résultat suivant :

Lit. A : 130 obligations à 1.000 fr.

831	835	839	1783	1787	2281	2285	2289	3343	3347
832	836	840	1784	1788	2282	2286	2290	3344	3348
833	837	1781	1785	1789	2283	2287	3341	3345	3349
834	838	1782	1786	1790	2284	2288	3342	3346	3350

3781	3790	5729	6748	7927	8456	9405	10104	12443	14302
3782	5721	5730	6749	7928	8457	9406	10105	12444	14303
3783	5722	6741	6750	7929	8458	9407	10106	12445	14304
3784	5723	6742	7921	7930	8459	9408	10107	12446	14305
3785	5724	6743	7922	8451	8460	9409	10108	12447	14306
3786	5725	6744	7923	8452	9401	9410	10109	12448	14307
3787	5726	6745	7924	8453	9402	10101	10110	12449	14308
3788	5727	6746	7925	8454	9403	10102	12441	12450	14309
3789	5728	6747	7926	8455	9404	10103	12442	14301	14310

Lit. B : 20 obligations à 5.000 fr.

221	547	615	843	1175	1389	1539	1727	1955	2053
222	548	616	844	1176	1390	1540	1728	1956	2054

Lit. C: 22 obligations à 10.000 fr.

21	275	467	739	997	1179	1379	1554	1763	1973	2138
156	338	571	837	1098	1241	1404	1689	1882	2023	2378

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Lit. A: Obligations à 1.000 fr.

391 (4)	1091 (3)	1581 (2)	2091 (4)	2361 (2)	2441 (1)	3062 (3)	3848 (4)
392 (4)	1092 (3)	1582 (2)	2092 (4)	2362 (2)	2442 (1)	3067 (3)	3849 (4)
393 (4)	1093 (3)	1583 (2)	2093 (4)	2363 (2)	2443 (1)	3068 (3)	3850 (4)
394 (4)	1094 (3)	1584 (2)	2094 (4)	2364 (2)	2444 (1)	3069 (3)	
395 (4)	1095 (3)	1585 (2)	2095 (4)	2365 (2)	2448 (1)	3070 (3)	
396 (4)	1096 (3)	1586 (2)	2096 (4)	2366 (2)	2449 (1)	3841 (4)	
397 (4)	1097 (3)	1587 (2)	2097 (4)	2367 (2)	2632 (3)	3844 (4)	
398 (4)	1098 (3)	1588 (2)	2098 (4)	2368 (2)	2633 (3)	3845 (4)	
399 (4)	1099 (3)	1589 (2)	2099 (4)	2369 (2)	2634 (3)	3846 (4)	
400 (4)	1100 (3)	1590 (2)	2100 (4)	2370 (2)	3061 (3)	3847 (4)	

Lit. B: Obligations à 5.000 fr.

14 (3)	225 (3)	226 (3)	308 (1)	409 (3)	410 (3)	443 (4)	444 (4)	507 (4)	508 (4)	628 (2)
--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

Lit. C: Obligations à 10.000 fr.

221 (3)	240 (4)	307 (3)	342 (1)	378 (4)	543 (4)	553 (2)	598 (3)	621 (2)
(1) remboursables le 15 juillet 1941				(3) remboursables le 15 juillet 1943				
(2) » » » 1942				(4) » » » 1944.				

Le remboursement se fera sans frais, entre les mains du porteur à Luxembourg, à la Caisse Générale de l'Etat, en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Les intérêts des obligations sorties au tirage du 15 juillet 1945 cesseront de courir à partir du 15 janvier 1946. — 12 février 1946.

Avis. — Emprunt grand-ducal 3,5% 1935 de 40,000.000 fr.

Le tirage au sort des obligations de l'Emprunt grand-ducal 3,5% de 1935, remboursables le 15 août 1945, a donné le résultat suivant :

Lit. A: 100 obligations à 1.000 fr.

461	1481	2961	3161	4551	6011	6881	7381	8351	9121
462	1482	2962	3162	4552	6012	6882	7382	8352	9122
463	1483	2963	3163	4553	6013	6883	7383	8353	9123
464	1484	2964	3164	4554	6014	6884	7384	8354	9124
465	1485	2965	3165	4555	6015	6885	7385	8355	9125
466	1486	2966	3166	4556	6016	6886	7386	8356	9126
467	1487	2967	3167	4557	6017	6887	7387	8357	9127
468	1488	2968	3168	4558	6018	6888	7388	8358	9128
469	1489	2969	3169	4559	6019	6889	7389	8359	9129
470	1490	2970	3170	4560	6020	6890	7390	8360	9130

Lit. B : 14 obligations à 5.000 fr.

33	141	483	771	1115	1116	1293	1294	1335	1336
34	142	484	772						

Lit. C: 24 obligations à 10.000 fr.

86	328	633	873	1241	1403	1576	1763	1986	2121
171	473	709	925	1310	1518	1647	1849	2068	2226
283	568	798	1005						

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Lit. A : Obligations à 1.000 fr.

651 (5)	1180 (2)	1839 (4)	3411 (3)	4042 (5)	4691 (3)	5294 (3)	5848 (4)
652 (5)	1231 (3)	1840 (4)	3412 (3)	4043 (5)	4692 (3)	5295 (3)	5849 (4)
653 (5)	1232 (3)	2011 (5)	3413 (3)	4044 (5)	4693 (3)	5296 (3)	5850 (4)
654 (5)	1233 (3)	2012 (5)	3414 (3)	4045 (5)	4694 (3)	5297 (3)	9191 (5)
655 (5)	1234 (3)	2013 (3)	3415 (3)	4046 (5)	4695 (3)	5298 (3)	9192 (5)
656 (5)	1235 (3)	2014 (5)	3416 (3)	4047 (5)	4696 (3)	5299 (3)	9193 (5)
657 (5)	1236 (3)	2015 (5)	3417 (3)	4048 (5)	5221 (5)	5300 (3)	9194 (5)
658 (5)	1237 (3)	2016 (5)	3418 (3)	4049 (5)	5222 (5)	5461 (2)	9195 (5)
659 (5)	1238 (3)	2017 (5)	3419 (3)	4050 (5)	5223 (5)	5462 (2)	9196 (5)
660 (5)	1239 (3)	3061 (5)	3420 (3)	4321 (4)	5224 (5)	5468 (2)	9197 (5)
1171 (2)	1240 (3)	3062 (5)	3891 (4)	4322 (4)	5225 (5)	5469 (2)	9198 (5)
1172 (2)	1831 (4)	3063 (5)	3892 (4)	4323 (4)	5226 (5)	5470 (2)	9199 (5)
1173 (2)	1832 (4)	3064 (5)	3893 (4)	4324 (4)	5227 (5)	5841 (4)	9200 (5)
1174 (2)	1833 (4)	3065 (5)	3894 (4)	4325 (4)	5228 (5)	5842 (4)	
1175 (2)	1834 (4)	3066 (5)	3895 (4)	4326 (4)	5229 (5)	5843 (4)	
1176 (2)	1835 (4)	3067 (5)	3896 (4)	4327 (4)	5230 (5)	5844 (4)	
1177 (2)	1836 (4)	3068 (5)	3897 (4)	4328 (4)	5291 (3)	5845 (4)	
1178 (2)	1837 (4)	3069 (5)	3898 (4)	4329 (4)	5292 (3)	5846 (4)	
1179 (2)	1838 (4)	3070 (5)	4041 (5)	4330 (4)	5293 (3)	5847 (4)	

Lit. B: Obligations à 5.000 fr.

31 (5)	111 (4)	267 (2)	561 (4)	612 (5)
32 (5)	112 (4)	268 (2)	562 (4)	679 (4)
89 (4)	187 (3)	321 (3)	610 (3)	680 (4)
90 (4)	188 (3)	322 (3)	611 (5)	

Lit. C: Obligations à 10.000 fr.

1 (5)	286 (4)	389 (5)	570 (3)	719 (3)	932 (3)	1078 (4)
79 (5)	291 (5)	474 (4)	593 (4)	758 (5)	959 (5)	1104 (3)
90 (4)	308 (4)	482 (3)	620 (4)	787 (4)	993 (4)	1152 (4)
147 (4)	314 (3)	492 (5)	656 (3)	811 (4)	1003 (5)	1162 (5)
280 (1)	318 (2)	530 (5)	691 (5)	828 (5)	1020 (3)	1687 (4)

- (1) remboursables le 15 août 1940
 (2) » » » 1941
 (3) » » » 1942
 (4) » » » 1943
 (5) » » » 1944.

Le remboursement se fera sans frais, entre les mains du porteur à Luxembourg, à la Caisse générale de l'Etat, en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Les intérêts des obligations sorties au tirage du 15 août 1945 cesseront de courir à partir du 15 février 1946. — 16 février 1946.

Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.

Commune d'Ell.

Emprunt de fr. 380.000 — à 4,50% de 1935. (Section Ell.)

Date de l'échéance : 1^{er} février 1946.

Numéros sortis au tirage, titres de 1000 francs : 22, 43, 46, 53, 56, 91, 139, 153, 189, 203, 220, 229, 234, 314, 319, 342, 351, 368.

Commune d'Ell.

Emprunt de fr. 165.000,— à 4,50% de 1935. (Section Niedercolpach.)

Date de l'échéance : 1^{er} février 1946.

Numéros sortis au tirage, titres de 1000 francs : 25, 29, 32, 43, 57, 68, 88, 101, 107, 128, 130, 131, 139, 156, 159.

Par suite des circonstances extraordinaires, le remboursement prévu au tableau d'amortissement pour le 1^{er} février 1945 n'a pu avoir lieu. Le tirage de cette année comprend le nombre d'obligations remboursables pour 1945 et 1946.

Le service des Emprunts se fait aux guichets de la Banque La Luxembourgeoise à Luxembourg.

Avis. — Règlement communal. — En séance du 4 août 1945, le conseil communal de la ville de Wiltz a édicté un règlement sur la déclaration et la location des logements ainsi que la réquisition d'immeubles.

Le dit règlement a été dûment publié. — 7 février 1946.

Bekanntmachung.

Anträge auf Einleitung des Verfahrens zur gerichtlichen Todeserklärung der nachstehend aufgezählten Personen sind gestellt worden :

1. Jakob *Mühlrad*, geb. in Lancut am 21. November 1903, gest. in Blechhammer im März 1943.
2. Frau Bertha Sara *Edelstein-Stern*, geb. in Bródzen am 18. Oktober 1864, gest. in Theresienstadt am 7. September 1942.
3. Hirsch Hermann *Mühlrad*, geb. in Lancut am 21. April 1912, gest. in Blechhammer im März 1943.
4. Abraham *Mühlrad*, geb. in Lancut am 21. Juni 1906, gest. in Blechhammer im März 1943.
5. Frau Gerda *Spiero-Marx*, geb. in Schwebsingen am 10. Dezember 1873, gest. in Theresienstadt am 23. Juni 1943.
6. Emile *Godchaux*, geb. in Luxemburg-Schleifmuhl am 8. Juli 1864, gest. in Theresienstadt am 21. November 1942.
7. Gert *Edelstein*, geb. in Berlin am 2. Juli 1923, gest. in Dachau am 20. April 1945.
8. Frau Rosa *Wolff-Emsheimer*, geb. in Göcklingen am 2. August 1857, gest. in Theresienstadt am 7. Oktober 1943.

Alle Personen, welche nähere Angaben über den Tod der vorstehenden Personen machen können, sind hiermit ersucht, sofort dem Innenministerium einen kurzen Bericht einzusenden.

Avis. — Administration des Eaux et Forêts. — Par arrêté grand-ducal du 18 janvier 1946, M. Guillaume *Rischar*, garde-général-adjoint, a été nommé garde-général au service de l'aménagement des bois administrés.

Par le même arrêté grand-ducal M. Emile *Gillen*, garde-général-adjoint, a été nommé garde-général du cantonnement de Diekirch.

Par arrêté grand-ducal du 9 février 1946, M. Nicolas *Obertin*, garde-général, à Mersch, a été déplacé en la même qualité à Luxembourg-Est. — 12 février 1946.

Avis. — Commission des Pensions. — Par arrêté grand-ducal du 14 février 1946, la Commission des pensions a été formée comme suit pour l'année 1946 :

I. — Pour l'ordre judiciaire: MM. Nicolas *Hoss* et Charles *Eydt*, conseillers à la Cour supérieure de justice, membres effectifs ; MM. Constant *Alzin*, vice-président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg et Marcel *Reckinger*, juge au même tribunal, membres suppléants ;

II. — Pour l'ordre administratif :

1° lorsque le fonctionnaire à mettre à la retraite appartient à l'administration des Douanes : M. Léon *Mertz*, inspecteur régional des douanes, membre effectif ; M. Jos. *Welter*, inspecteur des douanes, membre suppléant ;

2° pour le corps de gendarmes et de l'armée luxembourgeoise :

a) pour la compagnie de gendarmes: M. Jos. *Gilson*, capitaine, membre effectif ; M. Aloyse *Steffen*, capitaine, membre suppléant ;

b) pour l'armée luxembourgeoise: M. Arthur *Ginter*, lieutenant-colonel, membre effectif ; M. Guill. Albrecht, capitaine, membre suppléant ;

3° Dans tous les autres cas : M. Pierre *Godar*, conseiller à la Chambre des Comptes, membre effectif ; M. Victor *Gérard*, chef de bureau ff. au Gouvernement, membre suppléant. — 15 février 1946.

Avis. — Etablissements pénitentiaires. — Par arrêté grand-ducal en date du 9 février 1946, Monsieur Jean *Jacoby*, instituteur près les établissements pénitentiaires à Luxembourg, a été nommé administrateur des maisons d'éducation et d'apprentissage pour garçons. — 12 février 1946.

Avis. — Association agricole. — Conformément à l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945, l'association agricole dite «Comice agricole d'Erpeldange (Ettelbruck)» a déposé au secrétariat communal de la commune d'Erpeldange l'un des doubles de l'acte de constitution sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domiciles des administrateurs et des personnes nanties de la signature sociale. — 11 février 1946.

Avis. — Association agricole. — Conformément à l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945, l'association agricole dite «Comice agricole» de Dickweiler a déposé au secrétariat communal de la commune de Rosport l'un des doubles de l'acte de constitution sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domiciles des administrateurs et des personnes nanties de la signature sociale. — 18 février 1946.

Avis. — Association agricole. — Conformément à l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945, l'association agricole dite «Comice agricole» de Folkendange a déposé au secrétariat communal de la commune d'Ermsdorf l'un des doubles de l'acte de constitution sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domiciles des administrateurs et des personnes nanties de la signature sociale. — 18 février 1946.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier P. *Konz* à Luxembourg, en date du 12 octobre 1945 qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des intérêts de :

a) treize obligations communales de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, émission 4% de 1936, savoir : N^{os} 2677 à 2688 et 2690 d'une valeur nominale de cinq mille francs chacune ;

b) onze obligations de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, fonds d'améliorations agricoles, émission 3% de 1938, savoir :

1) Litt. B. N^{os} 11 à 20 d'une valeur nominale de cinq mille francs chacune ;

2) Litt. C. N^o 312 d'une valeur nominale de dix mille francs.

L'opposant prétend qu'il a été dépossédé de ces titres par l'ennemi au cours de l'occupation.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 8 novembre 1945.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier P. *Konz* à Luxembourg en date du 12 octobre 1945 qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des intérêts de vingt-et-une obligations de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, émission 4% de 1936, III^e tranche, savoir : N^{os} 3690 à 3710 d'une valeur nominale de mille francs chacune.

L'opposant prétend qu'il a été dépossédé de ces titres par l'ennemi au cours de l'occupation.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'article 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 8 novembre 1945.
